

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article727>



Nucléaire : François Hollande, le triple C.

- Accueil - Actualités - Articles d'actualité -

Date de mise en ligne : mercredi 15 février 2012

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Cet article date de janvier 2012. La suite des événements lui a malheureusement donné raison.

Loin de récuser, en socialiste présumé, les agences financières qui octroient le triple A ou en privent un pays, François Hollande en a accepté l'augure dès lors qu'il lui permettait de flétrir son concurrent de l'Elysée. A suivre cette mode, que vaudrait la politique nucléaire que nous promet M. Hollande s'il accède au pouvoir ? Jusqu'où faudra-t-il égrener l'alphabet et la liste des bêtes éponymes, de l'Ane au Zèbre en passant par la Buse ?

Arrêtons-nous au C. Après ses démêlés avec Europe Ecologie - Les Verts (EELV) sur la sortie du nucléaire civil, dont il est sorti triomphalement, puis sa tribune libre intitulée « *Dissuasion nucléaire : je maintiendrai* » dans le *Nouvel Observateur* du 22.12.2011, un seul titre paraît convenir à M. Hollande : le triple C. Chacun interprétera comme il l'entend cette initiale. Quant à nous, passons-nous du bestiaire. Ni canard, ni cheval, ni canasson. Disons plutôt : Chef. Catastrophique. Criminel.

Chef nucléaire

M. Hollande s'y croit déjà. Et il agit comme tel.

D'abord dans le domaine civil. Dopé par les sondages en tête desquels il caracole, le chef du PS se voit déjà Chef de la France. Il édicte sa loi avant même d'être monté sur le pavois. Ses *missi dominici* ont concédé aux Verts l'arrêt de la filière MOX, contre l'achèvement du réacteur EPR, et cela déplaît à AREVA, le sponsor qui compte bien MOXer au plutonium son futur EPR.

Qu'à cela ne tienne ! Sur consigne d'AREVA - prête à lâcher son actuel serviteur élyséen s'il ne fait plus l'affaire-, il raye d'un trait de plume le paragraphe déplaisant. Tollé chez Les Verts, indignation de leur candidate désignée. Après un tel défi, leur Conseil fédéral, sorte de conseil de famille, va-t-il encore signer le contrat de mariage PS-EELV ? Malgré la soixantaine de baronnies promises en dot, dont une quinzaine "garanties" et une en plein Paris réservée à leur secrétaire nationale, cela devient douteux, et on l'en avertit...

Qu'à cela ne tienne ! Le Chef rétablit le paragraphe biffé. Pour un week-end : le temps que Les Verts adoptent l'accord PS-EELV. Et hop, dès la semaine suivante, le Chef des socialos-réunis-et-des-écologues-enfarinés supprime derechef le paragraphe litigieux. Cette fois pour de bon. Et pour faire bonne mesure le Chef fait savoir qu'il n'appliquera, de l'accord, que ce qui lui conviendra. Pas plus, pas moins. Bref, il s'assoit dessus. **(1)**

Les Vert(e)s se taisent. Leurs chefs font mine de ne rien remarquer, ils se disputent déjà la soupe, les lentilles et les os que le grand Chef leur a donnés à ronger ; certains même, qui se croient « ministrables », prennent déjà leurs marques. Bien joué, Chef !

Catastrophique, tout de même.

Car ce qui se joue à ce jeu de dupes, c'est la radioactivité de nos campagnes. De nos poumons et de nos tripes.

Conduit depuis le 18 octobre 1945 par le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA), soumis au ministère de la

Défense, servant la DGA (Délégation Générale à l'Armement), comprenant la Cogema et Framatome devenus AREVA en 2001, ayant annexé EDF depuis belle lurette, nourrissant une foule d'entreprises sous-traitantes, arrosant de nombreuses communes et de nombreux organes de presse, le lobby nucléaire français militaire et civil (dénommé ci-après : « le Lobby ») étend ses tentacules sur toute la France et les pousse jusqu'aux confins du monde, au Canada, en Inde, en Chine, au Niger, en Finlande ou aux Etats-Unis. En France, le Lobby compte des agents presque partout, infiltrés ou spontanés, stipendiés ou non, conscients ou inconscients. A droite, au centre, à gauche, de l'extrême droite à l'extrême gauche. Le Lobby ne met pas tous ses oeufs dans le même panier, loin s'en faut. Grâce à quoi il fait depuis des décennies la pluie et le beau temps. Et qu'importe si la pluie est radioactive.

Depuis "*Gerboise Bleue*" (13 février 1960, première bombe A au Sahara, « *Hourra pour la France !* » s'écrie le général de Gaulle), nos rads, nos rems ou nos Sieverts, c'est pour les autres : les Touaregs, les Tahitiens, l'hémisphère Sud. Les engagés et les appelés sous les drapeaux. Eux aussi souffrent et meurent des radiations, mais « pour la France » et en silence. *Secret défense*.

Les rads, les rems et les Sieverts des autres ne nous affectent pas non plus. Grâce à notre force de dissuasion qui protège nos « intérêts vitaux », les nuages des autres ne passent pas nos frontières. La preuve, Tchernobyl. Le professeur Pellerin, qui avait couvert ce mensonge de son autorité quand il aurait fallu protéger les Français, vient d'être acquitté par la justice française. Tchernobyl, c'était l'affaire des Soviétiques. Fukushima, c'est l'affaire des Nippons. Ces catastrophes ne nous concernent pas. La France est au-dessus de ça. Monsieur Hollande aussi.

Il faut dire que M. Hollande est, comme M. Sarkozy, oui il faut le dire, un agent du Lobby. Juste un peu plus discret, ce qui fera de lui un excellent recours. M. Hollande est, après Fukushima, l'homme de la situation. C'est un pro-nucléaire farouche, indéfectible. Mais capable de se faire passer, suprême roublardise, pour... un antinucléaire modéré !

Chef Hollande a décrété que la France ne sortira jamais du nucléaire. Mais il a un truc pour faire croire aux naïfs qu'on se dirige quand même vers la sortie : « *réduire la proportion d'électricité d'origine nucléaire de 75 à 50 %* ». 50, c'est moins que 75, n'est-ce pas ? Pourtant, sans jamais dire si la quantité d'électricité globalement produite va diminuer, stagner ou augmenter, cela n'a aucun sens : si elle augmente, la quantité de kWh nucléaires et le nombre de centrales pourront rester constants, voire augmenter. Cependant, même si la quantité absolue d'électricité d'origine nucléaire devait diminuer, les rejets radioactifs, la production de déchets et les risques d'accident majeur subsisteront jusqu'au dernier réacteur en service. En fait *ad vitam aeternam*. C'est bien là le problème, et la "solution" hollandaise ne le résout en rien. Elle est seulement faite pour le dissoudre dans l'esprit des électeurs, l'important étant de leur faire croire qu'on va « réduire » notre dépendance au nucléaire et qu'ils peuvent donc voter Hollande et dormir sur leurs deux oreilles.

Chef Hollande a trouvé un deuxième truc pour renforcer cette impression : acquérir, grâce à EELV, un label écolo et antinucléaire. En effet, d'après le contrat de mariage PS-EELV, 24 réacteurs sur 58 seront fermés « d'ici 2025 ». Vingt-quatre, rendez-vous compte ! Sacrée réduction ! Oui, mais quels réacteurs, à quel rythme et à quelles dates précises ? Le contrat ne le stipulait pas. Mais, sitôt le contrat ratifié par le parlement des Verts, Chef Hollande se charge de le préciser. Sur les 58 réacteurs, 2 seront fermés en 2017. Deux, pas un de plus ! Les deux de Fessenheim qui auront 40 ans d'ici là et que Ségolène Royal avait déjà promis de fermer dix ans plus tôt, si elle avait été élue. Et que les pro-nucléaires se rassurent : la production de Fessenheim sera remplacée par celle de l'EPR de Flamanville, que Chef Hollande « s'engage » à achever et mettre en service avant 2017. Voilà au moins un engagement qui tiendra au-delà d'un week-end ! Bilan des courses en 2017 : deux vieux réacteurs en moins, un moderne en plus, promis à un bel avenir. Et zéro réduction nucléaire. C'est ce que les Verts vont devoir vendre comme « un grand pas vers la sortie du nucléaire ». Bien joué, Chef !

Les Vert(e)s, le nez dans le guidon ou la gamelle, ne protestent plus. Protester, ce serait reconnaître que le contrat

passé avec M. Hollande prolonge subrepticement jusqu'à 40 ans et au-delà le fonctionnement de tous les réacteurs initialement prévus pour durer 30 ans. Les 22 autres fermetures promises « d'ici 2025 » attendront les mandatures suivantes... **(2)** A supposer bien sûr que M. Hollande soit réélu en 2017 et en 2022... et qu'il se croie toujours tenu par le contrat passé en 2011 avec les Verts, contrat qui lui aura peut-être permis d'accéder au pouvoir en 2012 mais dont il a fait savoir, à peine l'encre sèche, qu'il ne l'engageait à rien !

Comme je l'écrivais le 22 novembre : "[Accord PS-EELV : la soupe et les lentilles seront radioactives.](#)"

Quant à l'EPR, il est prévu, lui, pour durer au moins 60 ans. Ce qui nous conduira aux alentours de 2075.

Criminel

On dira qu'avoir un seul réacteur nucléaire encore en service en 2075, après tout, ce ne serait pas un drame. Peut-être.

A condition que, de 2012 à 2075, le drame ne se soit pas produit - une réplique de Tchernobyl et de Fukushima rendant la France et l'Europe inhabitables. Or, comme le souligne l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) dans son Avis N° 2012-AV-0139 rendu public le 3 janvier 2012, « *la catastrophe survenue à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi confirme que, malgré les précautions prises pour la conception, la construction et le fonctionnement des installations nucléaires, un accident ne peut jamais être exclu.* »

A condition encore qu'on glisse sous le tapis (à Bure par exemple) la masse de déchets radioactifs produits en plus d'un siècle par tous ces réacteurs.

A condition enfin que l'EPR de Flamanville soit vraiment le dernier des Mohicans. Mais dans l'esprit des adeptes du Lobby, M. Hollande compris, c'est tout le contraire. Flamanville est une tête de pont, une tête de série. C'est ce qui ressort clairement du nouveau rapport émis par l'Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Techniques sur [L'avenir de la filière nucléaire en France](#), en date du 15 décembre 2011.

"Le choix fait par notre voisin allemand, dans la foulée de l'accident de Fukushima, de se désengager de l'énergie nucléaire en une douzaine d'années, a suscité en France de nombreuses réflexions, tout à fait légitimes ; c'est pourquoi Christian Bataille est allé sur place faire un bilan des conséquences de cette décision. A la lumière des enseignements que celle-ci nous inspire, nous nous sommes proposés d'analyser les spécificités de la situation française par rapport à l'Allemagne, afin d'envisager une démarche d'adaptation mieux ajustée à notre contexte.

Cette analyse nous amène à confirmer l'approche en termes de « bouquet énergétique » déjà mise en valeur par la loi du 13 juillet 2005 sur les orientations de la politique énergétique, et qui souligne la complémentarité entre les énergies renouvelables et l'énergie nucléaire. L'équilibre entre ces composantes mérite en revanche d'être revisité, ce qui nous conduit à proposer une « trajectoire raisonnée » pour notre système énergétique, au cours du XXIe siècle."

(...) "De nombreux verrous technologiques restent encore à lever, mais on peut, d'ores et déjà, envisager des réacteurs dont le coeur ne pourrait pas se dégrader, qui toléreraient l'erreur humaine, résisteraient à la prolifération, et, surtout, permettraient l'incinération de leurs déchets."

Bref, on peut, d'ores et déjà, envisager des miracles.

Chacun sait que les miracles permettent d'éviter les catastrophes. Et faisons confiance à Christian Bataille, notre expert en catastrophes : il *"est allé sur place"* ! A Fukushima ? Non, en Allemagne. A croire que la catastrophe, pour lui, ce n'est pas Fukushima, c'est la décision allemande de sortir du nucléaire.

Dans la pratique et dans le sillage de Flamanville, les vieux réacteurs fermés devront faire place à ceux de « 3e et 4e générations » qui permettront à la France de produire toujours autant d'électricité nucléaire. La finalité véritable de l'EPR est là : pérenniser la filière nucléaire dans le « mix énergétique ». C'est aussi la fonction de la filière MOX : elle permettra à la fois la prolifération des EPR fonctionnant au MOX (pour autant qu'on arrivera à en construire au moins un...), et le recyclage partiel du plutonium issu de la fission nucléaire, repoussant ainsi de quelques années la pénurie de combustible liée à la raréfaction prévisible de l'uranium naturel.

Chef Hollande a trouvé un dernier truc : parler de « *transition énergétique* », comme les écolos le font pour désigner la sortie des énergies fossiles, nucléaire compris, mais pour désigner autre chose. Pour lui (*Le Monde*, 28.11.11), *"il s'agit de sortir progressivement du tout-pétrole pour les transports et du tout-nucléaire pour l'électricité"*. Pas de sortir du nucléaire ! Les écolos peuvent toujours en rêver... Qu'ils rêvent donc, l'essentiel est qu'ils votent Hollande au deuxième tour de la présidentielle en croyant progresser vers la sortie du nucléaire.

La France a 58 réacteurs de puissance... « Impossible de s'en passer ! », dit en substance M. Hollande. Impossible avant 20 ans, rectifie la candidate d'EELV, dans la foulée de sa secrétaire nationale qui dès le 21 mars 2011 décrétait : pas avant 25 ans. Pourtant, le Japon avait 54 réacteurs en service quand le tremblement de terre et le tsunami du 11 mars 2011 ont provoqué la catastrophe de Fukushima-Daiichi. Début janvier 2012, ils ne sont plus que cinq. **(3)** Pourquoi ? Parce que les Japonais ont compris la leçon. Pas le Lobby français. Pas M. Hollande. Il faudra donc que la France connaisse un Tchernobyl ou un Fukushima pour que ces Messieurs-Dames (n'oublions pas Mme Lauvergeon) se décident à fermer nos réacteurs. A ce moment-là, on trouvera possible de s'en passer. Oui, mais trop tard. Accepter cette éventualité, c'est être irresponsable et criminel. Navré d'avoir à le dire, mais c'est ce que fait M. Hollande, et tant pis si les mots peuvent sembler excessifs : quand on songe au destin des victimes de Tchernobyl et de Fukushima, ils ne le sont pas.

Bref, pour le nucléaire civil : M. Hollande, CCC.

Venons-en au militaire, c'est-à-dire à la bombe atomique.

Monsieur Hollande se prend pour le personnage qu'il joue, celui du Chef bien aimé, charismatique, prêt à faire don de sa personne à l'appel des Français : « *C'est vers nous (socialistes) que les Français vont se tourner le printemps prochain. C'est vers moi qu'ils porteront leurs suffrages et leur confiance, c'est à moi qu'ils confieront la responsabilité de diriger le pays. J'y suis prêt.* » (*Libération*, 3 janvier 2012) Français, vaut-il même la peine que nous nous rendions aux urnes ? L'affaire est dans le sac. Nous aussi, comme les chatons qu'on s'apprête à noyer.

Puisqu'il doit être chef, François Hollande sera Chef suprême. Avec toutes les prérogatives du chef des armées d'un Etat nucléaire. Sans droit de cuissage (DSK, souviens-toi !), mais avec droit de vie et de mort sur des millions d'individus, y compris ses sujets (mais ne le dites pas à ses électeurs, ils pourraient prendre peur !). Du Chef tout-puissant, monarque absolu de droit divin, il a déjà, ou plutôt il s'efforce d'avoir la mâle, farouche, implacable détermination. En tout cas, il en mime la posture : « *Même si elle ne doit jamais cesser de s'adapter, je serai le garant de la capacité de dissuasion nucléaire de la France. C'est une prérogative spécifique du président de la République : je la revendique et l'assume pleinement.* » (*Nouvel Observateur*, 22.12.2011). Autrement dit : je maintiendrai et moderniserai la force de frappe française autant qu'il le faudra (capacité technique), et si je dois appuyer un jour sur le bouton nucléaire, je le ferai (crédibilité politique). Traduction : donnez-moi les moyens de liquider des millions d'hommes, j'y suis prêt pour défendre nos « intérêts vitaux » et nos valeurs nationales : liberté, égalité, fraternité. Surtout la fraternité. Foi d'humaniste et foi de socialiste.

Et foi d'amoureux, puisque François Hollande nous en a fait la révélation dans son discours du Bourget : *"Je vais vous faire une confidence : j'aime les gens !"*. Au point, donc, d'être prêt à les massacrer : principe de base de la "dissuasion nucléaire".

Chef nucléaire, catastrophique, criminel, c'était vrai dans le domaine civil, c'est encore plus vrai dans le domaine militaire.

En tout cas, pas de doute : quels que soient par ailleurs ses vertus sociales réelles ou supposées, ses choix économiques et ses talents humoristiques, en matière nucléaire Monsieur Hollande mérite son triple C.

Et bien sûr, quiconque partage ces positions le mérite également. Nicolas Sarkozy, par exemple.

Seigneur, gardez-nous de l'amour de ces gens !

Jean-Marie Matagne, président d'ACDN

qui signe et qui assume à titre personnel

1 Ce sera le titre donné par *"Creuso-Infos"* du 7 décembre 2011 : [NUCLEAIRE : François Hollande s'assoit sur l'accord PS/Verts et rassure les salariés d'AREVA](#)

« ...tant du côté de la CGT que du côté de la CFDT, on ne s'est pas fait prier pour relayer les propos du candidat socialiste. *"Il nous a bien précisé qu'il comptait garder à un niveau de 50% la part du nucléaire dans la production d'électricité, tout en prenant bien soin de nous dire que cela ne se fera pas du jour au lendemain"*, a ainsi déclaré Bernard Bacca, délégué CFDT d'AREVA.

Jean-Pierre Bachmann, délégué CFDT central AREVA, tout comme Jacques Masdebail, délégué syndical central CGT d'AREVA NP, ont tenu des propos identiques pour relayer la parole de François Hollande. *"Nous avons demandé des garanties sur l'EPR, sur le Mox et sur le retraitement. Cela en lui disant bien que l'annonce de l'accord entre le PS et les Verts avaient fortement inquiété les salariés"*.

Et les deux élus syndicaux de poursuivre : *"François Hollande nous a clairement dit qu'il se place au-dessus de l'accord signé entre le PS et les Verts. Il nous a annoncé que s'il est élu Président de la République il fermera la centrale de Fessenheim, mais qu'il poursuivra aussi l'EPR de Flamanville, ce qui est une bonne nouvelle. Il nous a dit aussi qu'il conservera le combustible Mox, ainsi que le retraitement. De même, François Hollande nous a dit qu'il n'est pas pour fermer 24 réacteurs tout de suite"*.

La CGT indique par ailleurs qu'il a été demandé au candidat PS de *"demander à l'autorité de sûreté du nucléaire de déterminer les réacteurs à fermer en priorité"*.

Pour Jacques Masdebail, *"les annonces de François Hollande sont rassurantes"*. Et la CGT d'approuver l'annonce d'un débat national sur l'énergie et la place du nucléaire, plutôt qu'un référendum.

Bref, à l'heure de voir le candidat PS partir en direction de Montchanin, les délégués syndicaux CGT et CFDT d'AREVA affichaient une vraie satisfaction. Celle de voir le candidat Hollande se démarquer de principes un peu trop tranchés et difficilement acceptables en Saône-et-Loire dans les ateliers d'AREVA. »

(Alain BOLLERY)

(2) NDLR Extrait de l'entretien publié dans [Le Dauphiné Libéré du 25/01/2012](#) :

Vous voulez réduire la production d'électricité d'origine nucléaire. Quelles centrales fermez-vous ?

- ▶ Mon objectif est de réduire la production électrique d'origine nucléaire de 75 à 50 % à l'horizon 2025. Dans l'immédiat, je propose la fermeture de Fessenheim parce que c'est la plus ancienne de nos centrales mais aussi pour des raisons de sûreté puisqu'elle est située sur une zone sismique.

Ce sera la seule dans mon quinquennat sauf si l'Autorité de Sûreté Nucléaire nous alerte sur un autre cas. Ensuite vers 2020-2023, des décisions devront être prises sur les centrales qui seront alors en fin de vie, la question se posera à ce moment-là.

Tricastin, qui a connu une série d'incidents, n'est pas concerné ?

- ▶ Non, de la même façon je poursuivrai la fabrication du Mox à Marcoule qui est un combustible indispensable au fonctionnement de plusieurs de nos centrales de nouvelle génération. Mais je ne fermerai aucun réacteur en Rhône-Alpes.
-

(3) NDLR Trois réacteurs fin janvier.

Cf. [Le Japon bientôt complètement privé d'électricité nucléaire](#)
